REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 01 au 07 mars 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération culturelle.....2
- Madagascar: Coopération culturelle - L'AFD appuie les projets de la COI

1.2 Sécurité portuaire.....4
- Une formation d'Interpol sur la sécurité physique des infrastructures portuaires à Maurice
- Sécurité portuaire : Interpol à Maurice pour former les agents des forces de l'ordre

1.3 Coopération régionale : conseil des ministres COI.....6
- COI : accent sur la sécurité maritime et la souveraineté Alimentaire

1.4 Pêche : projet Ecofish.....7
- Eco-fish project to boost Kenya's blue economy

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie bleue.....8
- PÊCHE : L'économie bleue pour des emplois décents dans le secteur de la pêche

2.2 Agriculture.....9
- Relance agricole – Madagascar s'active

2.3 Tourisme..... 10
- Seychelles foresees worse economic crisis as Russia-Ukraine conflict affects tourism markets

2.4 Santé.....12
- Dengue : les lâchers de moustiques stériles, une solution viable pour lutter contre la maladie

2.5 Covid-19.....13
- Covid-19 : 132 cas et 7 décès entre le 26 février et le 4 mars, la courbe descendante se confirme

2.6 Développement durable.....14
- Développement durable : le Snu entend mobiliser 130 millions de dollars pour le Pce

2.7 Education.....15
- 'Beyond vulnerability: Small island states and development in the 21st Century'

Coopération culturelle – L'AFD appuie les projets de la COI

2 mars 2022 Commenter L'Express de Madagascar 0 Vues 4 minute(s) pour lire



Des artistes chantent pour le renforcement de la coopération inter-îles de la COI.

L'Agence française de développement (AFD) octroie un financement de 5,1 millions d'euros pour un projet culturel porté par la Commission de l'Océan Indien (COI), dont Madagascar assure actuellement la présidence. La signature de la convention de financement s'est tenue le 23 février 2022.

La COI a indiqué à ce t te occasion qu'elle mettra en œuvre un projet portant sur l'ensemble des filières des industries culturelles et créatives (ICC). Ce projet, a–t-on ajouté, s'inscrit dans une dynamique de relance et de promotion de l'inclusivité sociale et de l'égalité femme-homme. Le secteur culturel étant considéré comme un authentique levier d'épanouissement social et de croissance économique, selon le Pr Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI.

Pour André PouillèsDuplaix de l'AFD, la convention signée témoigne de la coopération renforcée entre les deux parties qui a pour ambition de placer le lien social et culturel au cœur du développement, comme gage de stabilité et de croissance durable. « Ce projet permettra ainsi aux femmes et aux hommes de cette région du monde de mieux partager une identité indianocéanique riche d'histoire et prometteuse d'avenirs », a-t-il expliqué.

Le projet visera notam ment la valorisation du patrimoine matériel et immatériel de l'Indianocéanie. Il s'agira, entre autres, de réaliser un inventaire des architectures traditionnelles et de les valoriser, de soutenir la production numérique d'œuvres pluridisciplinaires ou encore de soutenir l'entrepreneuriat féminin dans le tourisme culturel.

Une attention sera aussi apportée aux questions des droits d'auteur et de leur gestion.

Un autre axe ambitionne de soutenir les initiatives culturelles et la diversification de l'offre. Le projet pourra, entre autres, financer des activités de co-création dans le secteur des arts vivants.

Culture et égalité femme-homme

Des soutiens à la mobilité sont aussi prévus. Le projet s'intéressera aux filières innovantes et porteuses comme les arts numériques et l'e-sport. Le troisième axe sera dédié au renforcement des capacités des acteurs des industries culturelles et créatives. Le projet proposera des formations certifiantes ou diplômantes : entrepreneuriat culturel, management culturel, patrimoine, muséologie… Il s'agira aussi de renforcer les compétences des acteurs culturels pour qu'ils puissent mieux saisir les opportunités de financement.

Ce projet sur les ICC devra aussi contribuer à l'égalité femme-homme, une problématique qualifiée de transversale. L'ensemble des activités seront inclusives dans l'approche et la participation des parties prenantes. Les activités démarreront avant la fin du premier semestre 2022. La durée du projet est de 5 ans.

Le projet de développement des industries culturelles et créatives (ICC) couvre les Etats membres de la COI, dont Madagascar. Pour rappel, une étude de préfaisabilité avait été conduite en 2020. Près de 200 acteurs culturels et institutionnels de la région y avaient participé. Cette étude avait confirmé l'intérêt d'une action régionale structurante pour le secteur culturel.

La COI qui a aussi rappelé que dès 2014, la directrice générale de l'UNESCO indiquait que le secteur culturel dispose « d'un potentiel considérable d e développement économique et social ». En 2017, les ministres en charge de la Culture des Etats ACP, dont les minis tres des Etats membres de la COI, considéraient « la culture comme moteur de croissance économique et de création d'emplois ». Dans la foulée, le cabinet Ernst & Young confirmait en 2018 le potentiel économique des ICC en Afrique et Moyen Orient : 49 milliards $ de revenus et 2 millions d'emplois. Ces éléments déclaratifs et chiffrés confortent la volonté réaffirmée des Etats membres de la COI de développer les ICC dans une dynamique de croissance économique et de progrès social.

Toutefois, la pandémie de Covid-19 a eu un impact sur les professionnels de la culture et sur l'ensemble du secteur plus sévère qu'on ne le supposait, indique l'UNESCO dans une note du 22 décembre 2020. Ce constat semble se confirmer dans la sous-région région où le secteur des ICC est, notamment, intimement lié à la vitalité du secteur touristique qui a nettement plongé. De fait, les projets de la COI constituent aussi un accompagnement à la relance socioéconomique post-Covid.

Lire aussi : https://fr.allafrica.com/stories/202203020584.html

Une formation d'Interpol sur la sécurité physique des infrastructures portuaires à Maurice



Le Cabinet ministériel a avalisé une formation d'Interpol sur la sécurité physique des infrastructures portuaires qui se tiendra à Maurice du 7 au 11 mars prochain. Cette formation fait partie du projet de sécurité portuaire 2021-2024 entièrement financé par l'Union européenne et mis en œuvre avec la collaboration d'Interpol, l'Organisation maritime internationale, l'Office des Nations unies contre la drogue et le Crime et la COI. La formation sera dispensée à plusieurs instances locales notamment le bureau du DPP, le département de police et la Mauritius Revenue Authority.

Sécurité portuaire : Interpol à Maurice pour former les agents des forces de l'ordre

Les agents des forces de l'ordre mauriciennes, notamment ceux œuvrant dans la zone portuaire recevront une formation par les officiers d'Interpol du 7 au 11 mars prochain.
Cette initiative, entièrement financée par l'Union Européenne et conjointement mise en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Commission de l'Océan Indien et l'Organisation Maritime internationale, se veut dans cette optique accroitre les capacités du pays en matière de sécurité physique des infrastructures portuaires. Soit, un projet qui s'étend sur la durée 2021-2024.
Sont également concernés, les membres du Bureau du Directeur des poursuites publiques, la Mauritius Police Force (MPF) et les officiers de la Mauritius Revenue Authority (MRA).

COI : accent sur la sécurité maritime et la souveraineté alimentaire

Joanna Seenayen



Après neuf mois ou presque en exercice, la présidence française de la Commission de l'Océan Indien a cédé la place, la semaine dernière, à la faveur du traditionnel passage de flambeau, à Madagascar.

Jean-Baptiste Lemoyne, ministre délégué auprès du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, a symboliquement passé le fanion de la COI à Patrick Rajoelina, nouveau président du Conseil des ministres de la COI. C'était lors du 3e Conseil des ministres de la COI qui s'est tenu le 23 février 2022 à Paris, et qu'a d'ailleurs présidé Jean-Baptiste Lemoyne.

Tout en évoquant sa volonté de perpétuer les dynamiques en cours à la COI, notamment sur le plan institutionnel, pour un avenir durablement prospère et mutuellement bénéfique pour tous les pays membres, communique la COI, Patrick Rajoelina, ministre des affaires étrangères de Madagascar, a présenté la sécurité maritime et la souveraineté alimentaire comme les axes centraux de son plaidoyer comme nouveau président de la COI. «*Nous sommes pour une croissance partagée qui offrira à chacun de nos pays la priorité réciproque dans les échanges commerciaux, universitaires, ou les coopérations judiciaires. L'indianocéanie ne se décrète pas, elle se construit, elle se renforce, elle se réforme, et finalement se vit au quotidien*», a statué ce dernier.

Lire aussi : https://www.mada-hotels-consultant.com/madagascar-succede-a-la-france-a-la-tete-de-la-commission-de-locean-indien

Eco-fish project to boost Kenya's blue economy

The sub-sector has reached its tipping point because of policy failures, inadequate institutional governance, and weak management.

In Summary

- It will streamline weaknesses and gaps in the fisheries data collection and management
- The sector provides food security and nutrition for over 200 million Africans



A fisherman's catch in Lamu island.
Image: CHETI PRAXIDES

Kenya is among 25 African countries set to benefit from the eco-fish programme aimed at mainstreaming the Blue Economy.
The programme, championed by COMESA and IGAD targets streamlining the weaknesses and gaps in the fisheries data collection, management and capacity gaps.
According to the United Nations, more than 12 million people are employed in fisheries alone, the largest of the African blue economy sectors.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://ecoroadsgroup.com/blue-economy-statistical-system-account-developed/
- https://industriaspesqueras.com/noticia-69680-sec-Portada
- https://www.retema.es/noticia/el-programa-ecofish-presenta-un-sistema-estadistico-para-mejorar-el-uso-eficiente-de--Dxvmo
- https://youtu.be/76RTNSnRABE
- https://youtu.be/QbWntHU-XdM
- https://youtu.be/U3dhCOErcZ8
- https://youtu.be/Hj6_e79LSKM

La Gazette des Comores

PÊCHE

L'économie bleue pour des emplois décents dans le secteur de la pêche

Le lancement officiel du projet « développement de l'économie bleue » aux Comores a eu lieu samedi 5 mars 2022 à Moroni. Ce projet, vise à lutter contre le changement climatique, renforcer la résilience et promouvoir une transition juste vers un monde du travail plus vert et surtout créer des opportunités d'emplois décents dans le secteur de la pêche.

L'Union des Comores fait partie des Etats insulaires africains (AIS). Le pays est confronté aux défis du changement climatique. La création d'emploi pour les jeunes, femmes, personnes handicapées à travers le développement des secteurs clés de l'économie bleue, dont la pêche et l'aquaculture, est une priorité pour le pays. La pêche représente 12% du PIB et 5% des recettes en devises via les exportations. Ce secteur emploie plus de 7% de la population active, et les femmes contribuent de manière significative aux activités de pêche. Ce projet de développement de l'économie bleue aux Comores a pour but de lutter contre le changement climatique, renforcer la résilience et promouvoir une transition juste vers un monde du travail plus vert et surtout créer des opportunités d'emplois décents dans le secteur de la pêche.

« Ce projet revêt un caractère très significatif pour le peuple en général et gouvernement comorien en particulier, dans le mesure qu'il va faciliter la création d'emplois pour les jeunes, les femmes et personnes les plus vulnérable, à travers les clés, de l'économie bleue, à savoir la pêche et l'aquaculture restant fréquemment convoitées. J'exprime ici de manière solennelle, mon engagement avec le gouvernement à œuvrer objectivement pour la réussite de ce projet que voudrais appeler « projet pilote » et faire de mon mieux pour renforcer davantage les liens historiques qui lient notre pays et l'OIT, aux fins de promouvoir la justice sociale et faciliter la création d'emplois décents en faveur des jeunes et des femmes de notre pays, en particulier et de toute la région en général », déclare Dr Takddine Youssouf, le ministre de l'emploi.



Atelier sur l'économie bleue pour des emplois décents.

De son côté, le représentant de l'OIT pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles Koffi Agossou, a montré l'importance de l'économie bleue dans les économies du pays. « L'économie bleue représente une industrie avec d'énormes possibilités d'emploi et constitue une force économique pouvant créer des opportunités réelles de développement durable pour les prochaines décennies. L'océan est une source majeure de richesse et de moyens de subsistance pour des millions de personnes. Près de la moitié de la population mondiale vit dans les zones côtières et plus de quinze pour cent de l'apport en protéine animales par l'homme vient de l'océan » indique t-il. Et d'ajouter que « c'est une option de développement durable précieuse qui est composée de nombreux secteurs océaniques et d'activités connexes, impliquant de nombreuses personnes, hommes et femmes, des groupes vulnérables dont plupart ont un faible niveau d'éducation. Certaines activités océaniques sont déjà développées, comme la pêche, le tourisme et la zone maritime, tandis que d'autres émergent. Ce projet de développement de l'économie bleue aux Comores arrive ainsi à point nommé et entre dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme ». Le projet vise aussi à renforcer les efforts du pays à faire face aux différents défis incluant les impacts de la covid-19 qui ont frappé le pays de plein fouet et qui risquent encore de perdurer.

Nassuf Ben Amad

Relance agricole – Madagascar s'active

7 mars 2022 Commenter L'Express de Madagascar 0 Vues 4 minute(s) pour lire



Les agriculteurs de la région Vakinankaratra.

Pour redynamiser son secteur agricole qui a été impacté par différents chocs comme la pandémie de Covid -19, la sécheresse dans le Sud ou encore les récents cyclones, le pays renforce les initiatives visant à soutenir les producteurs et renforcer la résilience climatique.

Le 16 février dernier, en prenant la parole lors de la 45e session de l'Assemblée du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le président Andry Rajoelina a appelé ses pairs africains et les partenaires du développement à se mobiliser pour élaborer ensemble un plan continental d'émergence agricole. Un plan applicable et adaptable pour chaque pays, déclinable dans chaque région. Pour le chef de l'État, la relance du secteur agricole et la résilience climatique constituent des conditions incontournables pour gagner le pari de l'autosuffisance alimentaire.

Du côté du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE), on souligne que les initiatives menées pour dynamiser et sécuriser le secteur agricole se conforment aux aspirations présidentielles qui sont aussi partagées par les partenaires techniques et financiers. Ces derniers qui sont très actifs en matière de financement et d'accompagne ment technique au profit du monde rural. De l'appui aux chaînes de valeur de l'agriculture à la distribution de semences en passant par la promotion de l'entreprenariat rural et l'amélioration des infrastructures agricoles, les projets sont nombreux.

Dans la région du Vakinankaratra, par exemple, plusieurs agriculteurs bénéficient de l'initiative du Plan Multisectoriel d'Urgence (PMDU) du Projet des Jeunes En treprises Rurales du Moyen Ouest (PROJERMO), menée dans le cadre de la relance agricole post-Covid. Le programme appuyé par la Banque Africaine de Développement (BAD) a permis notamment l'entretien de plusieurs réseaux hydroagricoles à travers un système Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO).

Suite de l'article

Seychelles foresees worse economic crisis as Russia-Ukraine conflict affects tourism markets

By: **Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame**



Radegonde said that the conflict will affect tourism arrivals from Russia, currently Seychelles' leading tourism market. (Gerard Larose)

Seychelles foresees an economic crisis worse than the one brought by the **COVID-19 pandemic** with the impact of the Russia and Ukraine conflict on its eastern European tourism markets, said a top official on Friday.

The Minister for Tourism, Sylvestre Radegonde, said that the conflict will affect tourism arrivals from Russia, currently Seychelles' leading tourism market.

In 2021, the market brought 32,000 tourists to Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean.

Seychelles tapped into the **eastern European markets** after a downturn in travel caused by the COVID-19 affected arrivals from traditional markets in western Europe, namely Germany, France, and Italy.

"International flights operated by Aeroflot, Emirates, and Turkish Airlines are still connecting Russia with Seychelles. Looking at the current figures, we see that there have been some cancellations, but not to the level we thought they would be. With the war on its eighth day, sanctions placed by the U.S. and EU countries are still fresh and as such have not fully kicked in. When they do, we will truly see the impacts," said Radegonde.

The tourism department noted that Aeroflot is still coming in at almost full occupancy and close to 250 passengers landed in Seychelles on Friday. However, Russian visitors are disembarking in Seychelles with cash only, as payments through SWIFT, MasterCard, and VisaCard are no longer possible for them due to the imposed sanctions.

"As the sanctions bite in, you will see that Aeroflot will naturally stop operating, but this will not mean that Russians will not come to Seychelles. Russians will find other means to reach Seychelles," said Radegonde.

He further noted that there is also a risk of Russian-owned businesses in Seychelles ceasing their operations in the country if their head office is based in Russia. Overnight, hundreds of Seychellois might find themselves without a job as these businesses will not be able to pay salaries because of the sanctions.
There are currently two Russian-owned tourism establishments in Seychelles - Savoy and Coral Strand - with the third one under construction.

Ukraine, currently Seychelles' fourth leading market, has closed its airspace. "To be able to leave Ukraine for a holiday to Seychelles, they really have to be willing to do so. Their priority right now is security. Local tourism establishments have shared with us today that there are clients calling from bunkers to cancel their reservations," said Radegonde.
He added that although there are cancellations from the two countries, new bookings from western European countries are filling in the spaces as restrictions have been lifted. France is currently Seychelles' second leading market.
The tourism department is also eyeing countries such as Israel and Saudi Arabia as a way to diversify and supplement its basket should things worsen in Europe.
With the current situation, Seychelles will not attain its 258,000 visitors arrival goal set for 2022.

Lire aussi :

- https://www.wazaa.mu/fr/guerre-russie-ukraine---le-secteur-touristique-mauricien-sera-une-fois-de-plus-impacte-selon-joe-lesjongard
- https://www.nation.sc/articles/12677/minister-sylvestre-radegonde-visits-small-tourism-establishments-in-south-mah-russia-ukraine-conflict-worrying-for-seychelles
- https://www.midi-madagasikara.mg/economie/2022/03/07/reouverture-des-frontieres-deception-des-operateurs-touristiques/

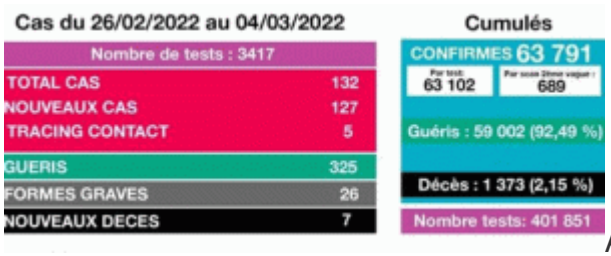
Dengue : les lâchers de moustiques stériles, une solution viable pour lutter contre la maladie



Utiliser des moustiques pour combattre la dengue, c'est une des solutions pour lutter contre le virus qui sévit déjà depuis plus de quatre ans sur l'île. Les TIS (Technique de l'insecte stérile) permettent de lâcher des individus mâles et stériles dans les zones d'habitat des moustiques d'espèce "aedes aegypti" et "albopictus". Le Cirad et l'IRD ont mené une série de lâchers de moustiques en 2021 avec une TIS renforcée, pour éliminer les populations de moustique aedes aegypti à Saint-Joseph, une espèce à risque. D'autres lâchers de TIS classique, ont été réalisés en juillet 2021 et pour une période de 12 mois sur la zone de Duparc à Sainte-Marie. Si ces opérations permettent de réduire la population de moustiques vecteurs de la dengue, les gestes traditionnels ne sont pas à négliger.

Les opérations de grande envergure comme les lâchers de moustiques stériles ont fait leurs preuves. Plusieurs ont été effectués en 2021 notamment à Saint-Joseph, dans le quartier de Vincendo, dans la ravine de la rue Damour plus précisément. Plusieurs milliers de moustiques ont été lâchés dans cette zone, d'avril à mai 2021 pour éliminer l'aedes aegypti, une espèce invasive et isolée dans ce secteur.
Cette opération TIS (Technique de l'insecte stérile) renforcée menée par le Cirad (Centre de coopération internationale en recherche) en partenariat avec l'IRD, (Institut de recherche pour le développement) entre dans le cadre du projet ERC Revolinc. Celui-ci vise à développer des méthodes alternatives pour lutter contre les insectes vecteurs de pathogènes et ravageurs de culture. **Suite de l'article**

Covid-19 : 132 cas et 7 décès entre le 26 février et le 4 mars, la courbe descendante se confirme



Avec 132 cas de Covid-19 et 7 décès entre le 26 février et le 4 mars 2022, la tendance observée depuis plusieurs semaines se poursuit : une courbe descendante qui laisse entrevoir une diminution du nombre de nouveaux cas par semaine.

Cent trente-deux cas de Covid-19 ont été recensés durant la période de sept jours, entre le 26 février et le 4 mars 2022. Parmi ces cas figurent 127 nouveaux cas, répartis dans 17 régions de Madagascar. De semaine en semaine, la tendance à la baisse du nombre de nouveaux cas identifiés à l'issue des tests semble se confirmer.

En effet, après avoir connu une hausse ininterrompue, puis une certaine stagnation, le nombre de nouveaux cas observe une nette diminution, ces dernières semaines, jusqu'à quatre fois moins que les mois précédents. Néanmoins, la région Analamanga demeure toujours l'épicentre de l'épidémie avec 86 cas recensés. En revanche, cinq régions n'ont enregistré aucun cas durant la période du 26 février au 4 mars : Androy, Atsimo-Atsinanana, Atsinanana, Bongolava et Sofia.

Formes graves et décès. Durant la même période, 26 formes graves ont été recensées, tandis que les guérisons sont au nombre de 325. Au chapitre des décès, les statistiques indiquent 7 nouveaux décès, portant à 1373, selon le décompte officiel, le nombre de personnes ayant succombé à la Covid-19 depuis le début de l'épidémie à Madagascar en mars 2020.

Les données récapitulatives indiquent un cumul de 63 791 cas confirmés de Covid-19 depuis le début de l'épidémie, dont 63 102 confirmés par test et 689 par scanner durant la 2e vague. Le nombre total de guérisons est de 59 002 et le nombre total de tests effectués depuis mars 2020 est de 401 851.

La baisse du nombre de nouveaux cas par semaine, dans les statistiques officielles traduit-elle la régression de l'épidémie ? Dans tous les cas, il faut noter que le nombre de personnes procédant au test semble également connaître une baisse ces derniers temps. Pourtant, les tests, qu'il s'agisse de PCR que de TDR antigénique ou encore de GeneXpert, restent disponibles dans les diverses structures du ministère de la Santé publique.

Hanitra R.

Lire aussi : https://freedom.fr/derniers-chiffres-covid-19-a-la-reunion-3-deces-de-plus-en-24h-taux-dincidence-966/

Développement durable : Le Snu entend mobiliser 130 millions de dollars pour le Pce

Pour la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération des Nations-Unies pour le développement durable 2022-2026, le premier comité de pilotage (COPIL) s'est réuni, vendredi dernier, à Al camar Lodge. Une manière de présenter, commenter et valider les plans de travail conjoints relatifs aux piliers « peuple, prospérité, planète et paix ». Le Système des Nations-Unies (SNU) promet de mobiliser 130 millions de dollars à l'appui du plan de développement des Comores.



À travers le partenariat Comores-Snu, la première réunion du comité de pilotage a eu lieu, vendredi dernier, à Ndzauzé. C'est dans le cadre du plan-cadre de coopération des Nations-Unies pour le développement durable 2022-2026, suivant les plans de travail conjoint relatifs aux piliers « peuple, prospérité, planète et paix ». Le ministre comorien des affaires étrangères, Dhoihir Dhoulkamal a loué les efforts déployés par le Snu en vue de soutenir le Pce. « Ce comité de pilotage a impliqué la participation du gouvernement, de la société civile et du secteur privé. Ce plan-cadre de coopération des Comores et le Snu pour le développement durable, signé en juillet 2021, se conforme aux piliers: peuple, prospérité, planète et paix. C'est un cadre de partenariat avec le Snu car nous avons besoin des partenaires au développement du pays. Le Snu s'est montré ouvert à accompagner les Comores par la mobilisation des ressources financières.», a expliqué, Dhoihir Dhoulkamal.

De son côté, le coordonnateur résident du Snu, François Batalingaya a réaffirmé la détermination du Snu à appuyer le gouvernement de manière intégrée afin de soutenir la mise œuvre du Pce. « Nous soutenons le Pce en mobilisant des ressources financières durant les cinq prochaines années. Une enveloppe de 130 000 000 de dollars est envisagée auprès des 14 agences. Toutefois, cette année, nous allons mobiliser une somme de 24 millions de dollars au profit du développement des Comores. Le Snu se conforme aux 17 ODD, plus particulièrement la radicalisation de la pauvreté, la lutte contre la famine, le bien-être de la population», a promis le coordonnateur résident du Snu.

Abdoulandhum Ahamada

'Beyond vulnerability: Small island states and development in the 21st Century'



Justin Zelime, Dean of Faculty at UniSey (Photos: Louis Toussaint)

The University of Seychelles (UniSey) in collaboration with the L-Università ta' Malta, hosted a seminar yesterday on the topic 'Beyond Vulnerability: Small Island States and Development in the 21 Century' and 'Implementing an emergent curriculum'.

Held at the UniSey's Anse Royale campus, the seminar was chaired by the chief executive of the Agency for Social Protection, Brenda Morin, in the presence of the Dean of Faculty at UniSey, Justin Zelime.

The key speakers were Godfrey Baldacchino and Anna Baldacchino.

Mr Zelime acknowledged that today is an auspicious day for the university as they are receiving a leading global expert in the field of small island states (Sids) and a leading figure in early childhood education in Malta.

Professor Godfrey Baldacchino has previously visited Seychelles and the university.

Mr Zelime noted that to be included in the academic circle of leading figures is beneficial to the university's positioning in academia.

The Islands Small State Institute of the University of Malta has already given four scholarships to UniSey and is discussing the possibility of future ones.

Mr Zelime stated that its contributions to UniSey will have long-term impact on the university's development and enhance its capacity.

He added that they hope they can expand their collaborations in the field of small island developing states through other activities and programmes in the future. **Suite de l'article**